

Les femmes au travail – entrepreneuriat

Pratiques prometteuses et recommandations politiques

Dans les quatre pays, la législation sur la création et la gestion des entreprises est neutre sur le plan du genre. Cependant, en réalité, les femmes entrepreneurs de la région MENA sont confrontées à des défis supplémentaires en matière d'accès à l'information, aux marchés, aux services financiers, à la terre et à d'autres biens. Des réformes supplémentaires sont nécessaires pour encourager les femmes entrepreneurs et accroître leur influence sur la manière dont la législation et les politiques commerciales sont élaborées.

.... Mandats des femmes entrepreneurs



En Tunisie, le manifeste de la Chambre nationale des femmes chefs d'entreprise engage les décideurs politiques à libérer le potentiel des femmes chefs d'entreprise. Il propose une **Vision pour l'entrepreneuriat féminin à inclure dans le Programme gouvernemental 2019-2024**.

Recommandations politiques



Inclure une **dimension de genre dans les politiques d'entrepreneuriat** et veiller à ce que les **stratégies nationales d'égalité hommes-femmes** abordent **tous** les aspects de l'égalité hommes-femmes au travail.

Information et renforcement des capacités



Le Conseil national des femmes en Égypte et la Fédération des industries égyptiennes ont mené un certain nombre d'activités de **renforcement des capacités** pour soutenir les femmes entrepreneurs. En Tunisie, l'Académie de la CNFCE pour les femmes chefs d'entreprise propose des **formations** aux femmes chefs d'entreprise sur des sujets tels que la **gestion financière, le marketing ou le droit du travail**.

Recommandations politiques



Sensibiliser les femmes entrepreneurs aux **sources de financement, aux outils de marketing, aux technologies et au droit du travail**.

..... Accès à la terre



Feu le président tunisien Essebsi a proposé une loi avec pour principe général **l'égalité hommes-femmes en matière d'héritage**. La loi égyptienne sanctionne toute personne qui **prive une femme de son héritage**. Au Maroc, le cadre législatif a été récemment modifié pour reconnaître **l'égalité des droits des femmes** et des hommes sur les **terres collectives**.

Recommandations politiques



Faciliter **l'accès des femmes à la terre** et à d'autres biens pour encourager les activités entrepreneuriales. Poursuivre les discussions sur **l'égalité en matière d'héritage** et sanctionner la **privation illégale d'héritage**.

• Égalité des opportunités d'investissement •



L'Égypte a inclus une **disposition sur l'égalité hommes-femmes dans sa loi sur l'investissement**. Cette disposition promeut l'égalité des chances en matière d'investissement, interdit la discrimination fondée sur le sexe et encourage **les petits investisseurs**, qui sont généralement des femmes. Elle a également ouvert un **guichet unique** au Centre de services aux investisseurs, où les femmes investisseurs peuvent obtenir les informations et les documents nécessaires.

Recommandations politiques



Inclure des **dispositions relatives à l'égalité hommes-femmes** dans les lois sur l'investissement et assurer le **suivi de leur mise en œuvre** afin que les femmes entrepreneurs aient également accès aux opportunités d'investissement.

..... Accès aux services financiers



La Jordanie, le Maroc et la Tunisie ont mis en place des **stratégies d'inclusion financière comportant une dimension de genre**. L'Égypte et la Jordanie ont également mis en place des **stratégies spécifiques de microfinance prenant en compte le genre**.



Les banques créent des programmes spéciaux pour les femmes. La banque jordanienne El Etihad offre un éventail de services à sa clientèle féminine, par exemple **des comptes d'épargne spéciaux, des prêts sans garantie et des prêts de démarrage pour les femmes entrepreneurs**.



Les quatre pays **réglementent le secteur de la microfinance** où la proportion de femmes est élevée.



Les banques centrales créent des **programmes de microfinance spéciaux** pour les femmes.

Recommandations politiques



Mettre en œuvre les **stratégies d'inclusion financière existantes** et proposer des **programmes de services financiers spécifiquement adaptés aux femmes**. Encourager les femmes entrepreneurs en **facilitant l'accès à la microfinance**.

Enregistrement et formalisation des entreprises



Pour encourager davantage de femmes entrepreneurs à **formaliser** leurs entreprises, le Maroc a publié une loi créant le **statut d'autoentrepreneur**. La Jordanie a revu ses cadres juridiques et institutionnels pour encourager la **formalisation des entreprises à domicile**, qui sont principalement gérées par des femmes.



Dans tous les pays, les lois **réglementant la microfinance encouragent** les candidats à ce type de financement à **formaliser** leurs entreprises.

Recommandations politiques



Faciliter la formalisation des entreprises en offrant des **incitations** et en **simplifiant les exigences/procédures d'enregistrement**.